Le Sénateur Dr Pierre Flambeau Ngayap

pf.ngayap@yahoo.fr Tél.: (+237) 699500160 / 677700012 B. P.: 1005 Douala (Cameroun)

Yaoundé, le 3 novembre 2021

2021/11/03/SenPFN

A Monsieur le Président du Sénat YAOUNDE

S/C Monsieur le Secrétaire général du Sénat

Objet: PROPOSITION DE LOI

SENAT THE SENATE LE 17 22 COUNTER ARRIVEE

Monsieur le Président du Sénat.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément aux dispositions de l'article 47, alinéa b) de la Loi portant Règlement intérieur du Sénat, la « proposition de loi portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme au Cameroun », en français et en anglais, que je soumets à l'examen et à l'adoption du Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Sénat, l'assurance de ma haute considération.

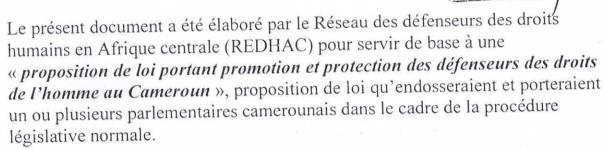
Pierre Flambeau Ngayap

# PROPOSITION DE LOI PORTANT PROMOTION ET PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN

Présentée par le Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP

SENAT THE SENATE

### INTRODUCTION



En effet, selon les dispositions de l'article 25 de la Constitution du Cameroun, « l'initiative des lois appartient concurremment au président de la République et aux membres du Parlement. » Lorsque le texte est d'initiative présidentielle, il s'agit d'un projet de loi. Lorsqu'il est d'initiative parlementaire (présenté par un député, un sénateur, un groupe de députés ou un groupe de sénateurs), il s'agit d'une proposition de loi. Aucun autre individu ni groupe d'individus ni aucune autre organisation ou institution ne peut donc prendre l'initiative de présenter un projet ou une proposition de loi. Il peut simplement faire endosser et porter son idée par le président de la République ou par un député, un sénateur, un groupe de députés ou un groupe de sénateurs.

Le REDHAC envisage donc de porter un plaidoyer auprès des parlementaires camerounais afin de convaincre certains d'entre eux d'endosser et de porter cette proposition de texte comme proposition de loi au Parlement.

Cette proposition de texte est le produit d'une contextualisation pour le Cameroun de la proposition-cadre de « *loi portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme* » élaboré par le REDHAC pour les huit (8) pays de l'Afrique centrale qu'il couvre : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé et Principe, Tchad.

Elle met l'accent sur les considérations spécifiques au contexte camerounais de l'activité des défenseurs des droits de l'homme et tient compte de la situation et des conditions dans lesquelles ils exercent leurs activités. Cette contextualisation permet ainsi de mieux cerner, pour le Cameroun, les droits des défenseurs des droits de l'homme qu'il faudrait promouvoir, les devoirs qui leur incombent et bien préciser les responsabilités de l'Etat dans sa mission de promotion et de protection des défenseurs des droits de l'homme.

Cette proposition de texte est formalisée comme une proposition de loi classique. Elle comporte un exposé des motifs et un dispositif articulé. Elle est présentée dans les deux langues officielles du Cameroun, l'anglais et le français.

Elle est destinée à être portée par des parlementaires camerounais convaincus de la pertinence et de l'urgence de l'enrichissement de l'arsenal juridique du Cameroun avec une loi portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme au Cameroun.

L'article 47 de la Loi portant Règlement intérieur du Sénat dispose :

- « (1) a) Les projets de loi dont le Sénat est saisi par le Président de la République sont déposés sur le Bureau de la Chambre pour être transmis par le Président du Sénat à la Conférence des Présidents qui décide de leur recevabilité et de leur attribution à une Commission générale. Il en est donné connaissance au sénat au cours d'une séance plénière.
- b) Les propositions de loi et de résolution émanant des Sénateurs doivent être formulées par écrit. Elles sont adressées au Président du Sénat pour être transmises à la Conférence des Présidents qui décide de leur recevabilité et de leur transmission à une Commission générale. »

Le sénateur Pierre Flambeau NGAYAP est chef de file des parlementaires porteurs de cette proposition de loi.

Yaoundé, le 2 novembre 2021.

Francis Pierre Flambeau Ngayap

# PROPOSITION DE LOI PORTANT PROMOTION ET PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN

Présentée par le Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP

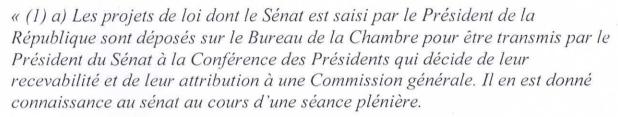
SENAT THE SENATE

ER ARRIVEE

LE

### **EXPOSES DE MOTIFS**

L'article 47 de la Loi portant Règlement intérieur du Sénat dispose :



b) Les propositions de loi et de résolution émanant des Sénateurs doivent être formulées par écrit. Elles sont adressées au Président du Sénat pour être transmises à la Conférence des Présidents qui décide de leur recevabilité et de leur transmission à une Commission générale. »

La présente proposition de loi portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme au Cameroun, a été élaborée pour rendre effective au Cameroun la « Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus » adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998.

Cette Déclaration, plus connue sous le nom de « Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme », rappelle, dans son préambule, que « tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables et qu'il faut les promouvoir et les rendre effectifs en toute équité, sans préjudice de leur mise en œuvre individuelle. »

Elle reconnaît la précieuse contribution qu'apportent les défenseurs des droits de l'homme à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes, notamment la contribution qu'ils ont apportée et continuent d'apporter à l'élimination des violations massives, flagrantes ou systématiques telles que celles qui ont résulté ou résultent de l'apartheid, de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination ou de l'occupation étrangère, de l'agression ou des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale ou l'intégrité territoriale, ainsi que du refus de reconnaître le droit des peuples à l'autodétermination et le droit de chaque peuple d'exercer sa souveraineté pleine et entière sur ses richesses et ses ressources naturelles.

Cette Déclaration reconnaît en conséquence que les défenseurs des droits de l'homme ont le droit et la responsabilité de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de les faire connaître tant au niveau national qu'international.

Après avoir souligné que « c'est à l'Etat qu'incombent la responsabilité première et le devoir de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales », cette Déclaration assigne'à chaque Etat formellement cette responsabilité et ce devoir, notamment en lui recommandant d' « adopter les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés » (article 2.1 de la Déclaration).

Elle recommande à chaque Etat d'adopter les mesures législatives, administratives et autres nécessaires pour assurer la garantie effective de tous ces droits et de toutes ces libertés (article 2.2 de la Déclaration).

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) qualifie l'ingérence dans le travail des défenseurs des droits de l'homme comme une violation expresse de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Elle appelle les Etats parties à ladite Charte à reconnaître le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et encourage les Etats parties à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, notamment en adoptant des lois spécifiques sur la protection des droits des défenseurs des droits de l'homme.

La CADHP exhorte en particulier les Etats parties à prendre des mesures législatives spécifiques visant à reconnaître le statut du défenseur des droits de l'homme, à protéger leurs droits, ceux de leurs collaborateurs, proches et familles, y compris les femmes défenseurs des droits de l'homme, les défenseurs travaillant sur les questions liées aux industries extractives, la santé et le VIH/SIDA, la santé de la reproduction, la promotion de la paix et de la démocratie, la lutte contre le terrorisme et le respect des droits humains (Déclaration de Grand Baie [Maurice] de 1999 et Résolutions 196(L)2011 et 376(LX)2017 sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en Afrique).

C'est pour donner corps à toutes ces recommandations que la présente proposition de loi est élaborée. Elle est subdivisée en cinq (05) chapitres.

Après les dispositions générales (chapitre premier) qui comprend notamment les définitions des termes « droits de l'homme », « libertés fondamentales », « libertés publiques », « défenseurs des droits de l'homme », le chapitre II définit le rôle des défenseurs des droits de l'homme. Le chapitre III énonce les droits et les devoirs des défenseurs des droits de l'homme. Le chapitre IV

définit la responsabilité de l'Etat dans la promotion et la protection des défenseurs des droits de l'homme, dans la protection de leurs collaborateurs et membres de leurs familles ainsi que des témoins.

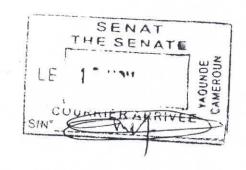
L'adoption de cette proposition de loi, qui s'inscrit en droite ligne de la politique nationale de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrées par la Constitution et d'autres instruments juridiques nationaux en vigueur ainsi que ceux régionaux ou internationaux ratifiés par le Cameroun, permettra de renforcer l'arsenal juridique dans ce domaine, surtout en donnant une place visible et respectée aux défenseurs des droits de l'homme.

Si cette loi est adoptée, le Cameroun deviendra le quatrième pays africain à renforcer son cadre juridique protégeant les défenseurs des droits de l'homme, après la Côte d'Ivoire (juin 2014), le Burkina Faso (juin 2017) et le Mali (janvier 2018). Des processus similaires sont en cours en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Niger...

Telle est l'économie de la présente proposition de loi, soumise à l'examen du Parlement par Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP.

Yaoundé, le 2 novembre 2021.

Pierre Flambeau Ngayap



# PROPOSITION DE LOI PORTANT PROMOTION ET PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN

# CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

Article premier.- La présente loi a pour objet de définir le cadre juridique de l'exercice des activités des défenseurs des droits de l'homme au Cameroun. Elle définit le rôle et détermine les droits et les devoirs des défenseurs des droits de l'homme, précise les responsabilités de l'Etat en tant que garant du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 2.- Au sens de la présente loi, les définitions ci-après sont admises :

- a) On entend par libertés fondamentales ou droits fondamentaux l'ensemble des droits et libertés ayant un caractère essentiel pour l'individu, assurés dans un Etat de droit et une démocratie. Ils sont constitués des droits de l'homme et des libertés publiques.
- b) On entend par droits de l'homme, les droits naturels, universels, inaliénables de tous les êtres humains sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de nationalité, d'origine ethnique, de langue, de religion ou de toute autre situation.
- c) On entend par libertés publiques l'ensemble des droits et des libertés individuelles et collectives garantis par l'Etat.
- d) On entend par défenseur des droits de l'homme :
- toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, œuvre de manière pacifique à la promotion ou à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- toute personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, trayaille à la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en raison de sa situation, de sa profession ou de son état ;
- tout organisme ou institution qui, dans le cadre de ses missions, travaille à la promotion, à la protection ou à la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- Article 3.- Les dispositions de la présente loi s'appliquent, sans distinction aucune, à tout défenseur des droits de l'homme se trouvant sur le territoire national.

Article 4.- Toute personne a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir et de défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Article 5.- Dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, chacun, agissant individuellement ou en association avec d'autres, n'est soumis qu'aux limitations fixées conformément aux obligations internationales existantes et établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

Article 6.- Nul ne doit participer à la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en agissant ou en s'abstenant d'agir quand les circonstances l'exigent, et nul ne peut être châtié ou inquiété pour avoir refusé de porter atteinte à ces droits et libertés.

Article 7.- Quiconque risque, de par sa profession ou son occupation, de porter atteinte à la dignité humaine, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales d'autrui, doit respecter ces droits et libertés et se conformer aux normes nationales et internationales pertinentes de conduite et d'éthique professionnelle.

### CHAPITRE II

### DU ROLE DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Article 8. - Les défenseurs des droits de l'homme ont pour rôle de :

- a) promouvoir, défendre et protéger un ou plusieurs droits reconnus ou garantis par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme dûment approuvées ou ratifiées ;
- b) agir aux niveaux local, national, régional ou international pour l'effectivité des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- c) enquêter sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- d) recueillir et diffuser des informations sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- e) dénoncer les cas de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales et réclamer la poursuite de leurs auteurs ;
- f) assister et orienter les victimes de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

- g) signaler aux organes et institutions de l'Etat ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, tout aspect de leur travail qui entrave, empêche, risque d'entraver ou d'empêcher la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- h) soumettre aux organes et institutions de l'Etat ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, des propositions touchant l'amélioration de leur fonctionnement en vue d'une meilleure promotion, protection et réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- i) agir pour défendre le principe de responsabilité de l'Etat en l'encourageant à intensifier ses efforts en vue de s'acquitter de ses obligations internationales en matière des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- j) contribuer à l'application des instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ;
- k) sensibiliser le public aux questions relatives à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales, en particulier dans le cadre d'activités d'éducation, de formation et de recherche dans ces domaines en vue de renforcer la compréhension, la tolérance, la paix et les relations amicales entre les nations ainsi qu'entre les groupes raciaux, ethniques ou religieux, en tenant compte de la diversité des communautés qui composent la société.

#### **CHAPITRE III**

### DES DROITS ET DES DEVOIRS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

### SECTION I.- DES DROITS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

### PARAGRAPHE 1.- DISPOSITIONS GENERALES

Article 9.- Les défenseurs des droits de l'homme exercent librement leurs activités de promotion, de défense et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur toute l'étendue du territoire national, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

# PARAGRAPHE 2.- DE LA LIBERTE D'ASSOCIATION, DE REUNIÓN ET DE MANIFESTATION PACIFIQUE

Article 10.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de former des associations ou des organisations non gouvernementaux (ONG) œuvrant dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de s'y affilier et d'y participer.

Article 11.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de se réunir, de se rassembler et de manifester pacifiquement.

Article 12.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'organiser et de participer à des activités pacifiques pour lutter contre les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### PARAGRAPHE 3.- DE LA LIBERTE D'EXPRESSION, D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Article 13.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de publier, communiquer à autrui ou diffuser librement des idées, informations et connaissances sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales conformément aux lois nationales et aux instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments internationaux applicables.

Article 14 - Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de détenir, rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris des informations sur les allégations d'atteintes ou de violations des droits de l'homme, en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés dans le système législatif, judiciaire ou administratif national.

Article 15.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de communiquer avec les personnes, associations ou organisations gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales qui poursuivent les mêmes buts.

Article 16.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de s'adresser sans restriction aux organismes internationaux compétents de manière générale ou spéciale pour recevoir et examiner des communications relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et de communiquer librement avec ces organismes, conformément aux procédures et instruments juridiques internationaux applicables.

Article 17.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'étudier, discuter, apprécier et évaluer le respect, tant en droit qu'en pratique, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, par ces moyens et autres moyens appropriés, d'appeler l'attention du public sur la question.

Article 18.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'assister aux audiences, procédures et procès publics afin de se faire une opinion sur leur conformité avec la législation nationale et les obligations et engagements internationaux applicables.

Article 19.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de se plaindre de la politique et de l'action de fonctionnaires et d'organes de l'Etat qui auraient commis des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, au moyen de pétitions ou autres moyens conformes aux lois en vigueur, auprès des autorités judiciaires, administratives ou législatives nationales compétentes.

Article 20.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'élaborer de nouveaux principes et idées dans le domaine des droits de l'homme, d'en discuter et d'en promouvoir la reconnaissance.

Article 21.- Les défenseurs des droits de l'homme ne peuvent être recherchés, arrêtés, détenus, poursuivis ou jugés pour les opinions émises et les rapports publiés dans l'exercice de leurs activités de promotion, de défense et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

#### PARAGRAPHE 4.- DU DROIT A LA PROTECTION

Article 22.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'être efficacement protégés par la législation nationale quand ils réagissent par des moyens pacifiques contre des activités et actes, y compris ceux résultant d'omissions, imputables à l'Etat et ayant entraîné des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que contre des actes de violence perpétrés par des groupes ou individus, qui entravent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 23.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit, dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit de promouvoir et protéger ces droits et libertés, de disposer d'un recours effectif et de bénéficier d'une protection en cas de violation de ces droits.

Article 24.- La femme défenseure des droits de l'homme bénéficie d'une protection contre toute sorte de menace et de violence ou toute forme de discrimination liée à son statut de femme défenseure des droits de l'homme, conformément aux instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la protection de la femme.

Article 25.- La personne handicapée défenseure des droits de l'homme bénéficie d'une protection spéciale adaptée à sa situation.

### PARAGRAPHE 5.- DU DROIT A UNE JUSTICE EQUITABLE

Article 26.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit, dans le cas où leurs droits ou libertés auraient été violés, de, en personne ou par l'entremise d'un représentant autorisé par la loi, porter plainte et de faire examiner rapidement leurs plaintes en audience publique par une autorité judiciaire ou toute autre autorité instituée par la loi qui soit indépendante, impartiale et compétente, et d'obtenir de cette autorité une décision, prise conformément à la loi, leur accordant réparation, y compris une indemnisation, lorsque leurs droits ou libertés ont été violés, ainsi que l'application de la décision ou du jugement éventuel, le tout sans retard excessif.

Article 27.- En cas de procédure judiciaire impliquant un défenseur des droits de l'homme dans le cadre de sa mission de promotion, de protection ou de défense des droits de l'homme, le défenseur des droits de l'homme a le droit de se faire assister d'un avocat dès l'enquête préliminaire et conformément au Code de procédure pénale.

Article 28.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit d'offrir et prêter une assistance juridique professionnelle qualifiée ou tout autre conseil et appui pertinents pour la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### PARAGRAPHE 7.- DU DROIT DE SENSIBILISER LE PUBLIC

Article 29.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de sensibiliser le public aux questions relatives à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales, en particulier dans le cadre d'activités d'éducation, de formation et de recherche dans ces domaines.

### PARAGRAPHE 8.- DU DROIT DE SIGNALEMENT ET DE PROPOSITION

Article 30.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de signaler aux organes et institutions de l'Etat ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, tout aspect de leur travail qui entrave, empêche, risque d'entraver ou d'empêcher la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 31.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de faire au Gouvernement et au Parlement des propositions pour améliorer le cadre juridique ou les conditions pratiques de promotion, de protection ou de l'effectivité des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 32.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de soumettre aux organes et institutions de l'Etat ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, des propositions touchant à l'amélioration de leur fonctionnement en vue d'une meilleure promotion, protection et réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 33.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de faire au Gouvernement des propositions de mesures contre les atteintes et les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### PARAGRAPHE 9.- DE L'INVIOLABILITE DES DOMICILES ET DES BUREAUX

Article 34.- Les domiciles des défenseurs des droits de l'homme sont inviolables. Nulle perquisition ne peut y avoir lieu qu'en vertu de la loi.

Article 35.- Les bureaux des défenseurs des droits de l'homme sont inviolables. Sauf cas de flagrant délit, il ne peut y être effectué aucune perquisition, ni arrestation sans autorisation expresse du procureur de la République et après information du ministre chargé des droits de l'homme.

#### PARAGRAPHE 10.- DU DROIT AU FINANCEMENT

Article 36.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le droit de solliciter, recevoir et utiliser des ressources financières et des appuis matériels ou techniques d'origine licite de la part de toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère dans le but exprès d'accomplir leurs activités de

promotion, de défense et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

# SECTION 2.- DES DEVOIRS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Article 37.- Dans l'exercice de leurs activités de promotion, de défense et de protection des droits de l'homme, les défenseurs des droits de l'homme ont le devoir de respecter la Constitution, les engagements internationaux du Cameroun et les lois et règlements en vigueur.

Article 38.- Les défenseurs des droits de l'homme doivent exercer leurs activités de promotion, de défense et de protection des droits de l'homme dans le respect du droit d'autrui et de l'intérêt général.

Article 39.- Les défenseurs des droits de l'homme ont le devoir de contribuer à la sauvegarde de la démocratie, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale, à la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 40.- Les défenseurs des droits de l'homme sont tenus d'établir et respecter la transparence et l'impartialité dans l'exercice de leurs activités de promotion, de défense et de protection des droits de l'homme.

Article 41.- Les défenseurs des droits de l'homme doivent :

- défendre le principe de l'universalité des droits de l'homme tel que défini par la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- éviter toute forme de discrimination dans la promotion, la défense et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- s'abstenir de participer à, ou de cautionner, des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- mener des actions pacifiques conformément aux lois et règlements régissant les réunions et manifestations publiques ;
- s'assurer de la crédibilité des informations avant d'entreprendre de les diffuser et d'engager des actions de défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- veiller à ce que les informations qu'ils diffusent ne soient pas diffamatoires et que leur diffusion se fasse dans le respect des lois et règlements en vigueur ;
- assumer la responsabilité de la diffusion des allégations d'atteintes ou de violations des droits de l'homme ou des libertés fondamentales qu'ils entreprennent ;
- Article 42.- Les associations et organisations de défense des droits de l'homme doivent présenter chaque année un rapport de leurs activités au ministre chargé des droits de l'homme. Ils peuvent ensuite rendre public ledit rapport.

#### CHAPITRE IV

### DE LA RESPONSABILITE DE L'ETAT DANS LA PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

### SECTION I.- DE LA RESPONSABILITE GENERALE DE L'ETAT

Article 43.- L'Etat a la responsabilité de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme et de s'assurer de leur effectivité.

Article 44.- L'Etat adopte toutes les mesures législatives et réglementaires nécessaires pour assurer la réalisation effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme.

Article 45.- (1) L'Etat prend les mesures appropriées sur les plans législatif, judicaire, administratif ou autre en vue de mieux faire prendre conscience à toutes les personnes relevant de sa juridiction de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

- (2) Ces mesures doivent comprendre, notamment :
- a) la publication et la large disponibilité des textes de lois et règlements nationaux et des instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme;
- b) le plein accès, dans des conditions d'égalité, aux documents internationaux dans le domaine des droits de l'homme, y compris les rapports périodiques présentés par l'Etat aux organes créés en vertu d'instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie ainsi que les comptes rendus analytiques de l'examen des rapports et les rapports officiels de ces organes.

Article 46.- L'Etat prend les mesures nécessaires en vue de promouvoir et faciliter l'enseignement des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les niveaux de l'enseignement et de s'assurer que tous ceux qui sont chargés de la formation des avocats, des responsables de l'application des lois, des personnels des forces armées et de la sécurité et des agents de la fonction publique incluent dans leurs programmes de formation des éléments appropriés de l'enseignement des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 47.- Lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'est produite sur le territoire national, l'Etat doit mener une enquête rapide et impartiale ou veiller à ce qu'une procédure d'instruction soit engagée.

Article 48.- L'Etat a la responsabilité de faciliter aux défenseurs des droits de l'homme l'exercice de leurs activités, notamment par :

- l'accès aux lieux de détention et de privation de liberté dans le respect des lois et règlements en vigueur ;

- l'accès aux détenus dans les lieux de détention et de privation de liberté dans les mêmes conditions ;
- l'accès aux informations et documents nécessaires à l'exercice de leurs activités, à leur demande et dans un délai raisonnable ;
- l'information de l'opinion de tout cas d'atteinte ou de violation des droits de l'homme ou des libertés fondamentales ;
- le développement et la mise en œuvre de politiques et de mesures pour promouvoir, soutenir et renforcer leur capacité à promouvoir, défendre et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

### SECTION II.- DE LA PROTECTION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Article 49.- L'Etat a la responsabilité de promouvoir, de reconnaître publiquement et de faire connaître le rôle des défenseurs des droits de l'homme.

Article 50.- L'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent tout défenseur des droits de l'homme de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 51.- L'Etat assure la protection des défenseurs des droits de l'homme contre les arrestations et les détentions arbitraires, les disparitions forcées, les menaces de mort, le harcèlement, la diffamation, la séquestration, les actes de torture, les traitements cruels, inhumains ou dégradants, les exécutions extrajudiciaires ou sommaires.

Article 52.- L'Etat assure la protection des défenseurs des droits de l'homme contre les restrictions arbitraires de liberté d'expression, d'association, de mouvement, de réunion et de manifestation pacifique.

Article 53.- L'Etat garantit la protection des défenseurs des droits de l'homme contre les perquisitions arbitraires et les intrusions dans leurs domiciles et leurs bureaux.

Article 54.- L'Etat veille à ce que toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises sur un défenseur des droits de l'homme soient punies conformément aux lois en vigueur.

Article 55.- Lorsque, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction, des agents de l'Etat ou de ses démembrements commettent des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur un défenseur des droits de l'homme en raison de ses activités de défense ou de dénonciation des violations des droits de l'homme, l'Etat assure la réparation du préjudice qui en résulte. Dans ce cas, l'Etat peut exercer l'action récursoire contre les agents fautifs.

Article 56.- L'Etat assure la protection de tout défenseur des droits de l'homme se trouvant sur son territoire, quelle que soit sa nationalité. A ce titre, il s'abstient d'extrader un défenseur des droits de l'homme vers un pays où il risque d'être persécuté ou d'être soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 57.- Le refoulement ou l'expulsion du territoire national d'un défenseur des droits de l'homme est interdit, sous réserve de menace à la sécurité intérieure.

Article 58.- L'Etat garantit la confidentialité des sources d'information des défenseurs des droits de l'homme.

Article 59.- L'Etat assure à la femme défenseure des droits de l'homme une protection contre toute sorte de menace et de violence ou toute forme de discrimination liée à son statut de femme défenseure des droits de l'homme, conformément aux instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la protection de la femme.

Article 60.- L'Etat assure à la personne handicapée défenseure des droits de l'homme une protection spéciale adaptée à sa situation.

### SECTION III.- DE LA PROTECTION DES TEMOINS, DES MEMBRES DE LA FAMILLE ET DES COLLABORATEURS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Article 61.- L'Etat garantit la protection des témoins, des membres de la famille et des collaborateurs des défenseurs des droits de l'homme.

Article 62.- Nul ne peut faire l'objet d'atteintes à ses droits, de sanctions disciplinaires ou de licenciement pour avoir témoigné des actes de violence, des arrestations et détentions arbitraires, des disparitions forcées, des menaces de mort, du harcèlement, de la diffamation, de la séquestration, des discriminations de facto ou de jure, des actes de torture, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, des exécutions extrajudiciaires ou sommaires.

Article 63.- Pour la protection de l'identité et de la vie privée des témoins, des membres de la famille et des collaborateurs des défenseurs des droits de l'homme, les juridictions de jugement peuvent ordonner le huis clos.

### CHAPITRE V

### **DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

Article 64.- Les défenseurs des droits de l'homme exercent leurs activités conformément aux lois et règlements en vigueur. A ce titre, ils engagent leur responsabilité au plan civil et pénal en cas de commission d'infraction.

Article 65.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence puis insérée au Journal officiel en français et en anglais.

# PRIVATE MEMBERS'BILL TO LAY DOWN THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN CAMEROON

Submitted by Senator Pierre Flambeau NGA AP

# THE SENATE LE 1 COURRIER ARRIVEE SIN'

### INTRODUCTION

This draft text has been prepared by the Human Rights Defenders Network in Central Africa (REDHAC) to serve as a basis for a 'Private Members' Bill to lay down the promotion and protection of human rights defenders in Cameroon', which would be endorsed and tabled by one or more Cameroonian parliamentarians under the normal legislative procedure.

Indeed, according to the provisions of Section 25 of the Constitution of Cameroon, "Bills may be tabled either by the President of the Republic or by members of Parliament." When the text is the initiative of the President of the Republic, it is a Bill or a Government Bill. When it is a parliamentary initiative (tabled by a Member of the National Assembly, a Senator, a group of Members of the National Assembly or a group of Senators), it is a Private Members' Bill. No other individual or group of individuals or any other organization or institution can therefore take the initiative to table a Government Bill or a Private Members' Bill. It can only be endorsed and tabled by the President of the Republic or by a Member of the National Assembly, a Senator, a group of Members of the National Assembly or a group of Senators.

REDHAC is therefore planning to advocate with Cameroonian parliamentarians to convince one or some of them to endorse and table this draft text as a Private Members' Bill to Parliament.

This draft text is the product of a contextualization for Cameroon of the 'Private Members' Bill to lay down the promotion and protection of human rights defenders' elaborated by REDHAC for the eight (8) Central African countries it covers: Cameroon, Congo, Gabon, Equatorial Guinea, Central African Republic, Democratic Republic of Congo, Sao Tome and Principe, Chad.,

It emphasizes considerations specific to the Cameroonian context of the activity of human rights defenders and takes into account the situation and conditions in which they carry out their activities. This contextualization thus makes it possible to better define, for Cameroon, the rights of human rights defenders that should be promoted, the duties incumbent on them and to clearly specify the responsibilities of the State in its mission to promote and protect human rights defenders.

This draft text is formalized as a classic Private Members' Bill. It includes an explanatory statement and a purview with sections. It is presented in the two official languages of Cameroon, English and French.

It is intended to be tabled by Cameroonian parliamentarians who are convinced of the relevance and urgency of enriching Cameroon's legal framework with a "law to lay down the promotion and protection of human rights defenders in Cameroon".

Section 47 of the Standing Orders of the Senate provides that:

(1) (a) Bills submitted to the Senate by the President of the Republic shall be tabled before the Bureau of the House for onward transmission by the President of the Senate to the Chairmen's Conference which shall rule on their admissibility and shall refer them to a General Committee. The Senate shall then be informed of its content during a plenary sitting.

(b) Private Members' Bills and Draft Resolutions initiated by Members of the Senate shall be submitted in writing. They shall be forwarded to the President of the Senate for onward transmission to the Chairmen's Conference which shall rule on their admissibility and refer them to the

relevant General Committee.

Senator Pierre Flambeau NGAYAP is the leader of the parliamentarians bearing this Provate Memers' Bill.

Yaounde, November 2<sup>nd</sup>, 2021.

# PRIVATE MEMBERS'BILL TO LAY DOWN THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN CAMEROON

Submitted by Senator Pierre Flambeau NGAYAP

# SENAT THE SENATE LE 17 "" COURRIER ARRIVEE SIN THE SENATE

### EXPLANATORY STATEMENT

Section 47 of the Standing Orders of the Senate provides that:

(1) (a) Bills submitted to the Senate by the President of the Republic shall be tabled before the Bureau of the House for onward transmission by the President of the Senate to the Chairmen's Conference which shall rule on their admissibility and shall refer them to a General Committee. The Senate shall then be informed of its content during a plenary sitting.

(b) Private Members' Bills and Draft Resolutions initiated by Members of the Senate shall be submitted in writing. They shall be forwarded to the President of the Senate for onward transmission to the Chairmen's Conference which shall rule on their admissibility and refer them to the relevant General Committee.

This Private Members' Bill to lay down the promotion and protection of human rights defenders in Cameroon is tabled to give effect in Cameroon to the 'Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms' adopted by the United Nations General Assembly on 9 December 1998.

This Declaration, better known as the "UN Declaration on Human Rights Defenders", recalls in its preamble that: "All human rights and fundamental freedoms are universal, indivisible, interdependent and interrelated and must be promoted and made effective in a fair and equal manner, without prejudice to the implementation of individual rights."

It recognizes the valuable contribution of human rights defenders to the effective elimination of all violations of human rights and fundamental freedoms of peoples and individuals, including the contribution they have made and continue to make to the elimination of massive, flagrant or systematic violations such as those which have resulted or result from apartheid, all forms of racial discrimination, colonialism, foreign domination or occupation, aggression or threats to national sovereignty, national unity or territorial integrity, as well as the denial of the right of peoples to self-determination and the right of every people to exercise full sovereignty over its natural wealth and resources.

The Declaration therefore recognizes that human rights defenders have the right and responsibility to promote respect for human rights and fundamental freedoms and to publicize them at both national and international levels.

After emphasizing that "the primary responsibility and duty to promote and protect human rights and fundamental freedoms rests with the State", the Declaration formally assigns this responsibility and duty to each State, including by recommending that it "adopt the necessary measures to create the social, economic, political and other conditions and legal safeguards necessary for the realization of human rights, political and other conditions and legal safeguards necessary to ensure that all persons within its jurisdiction may, individually and in association with others, enjoy all such rights and freedoms in practice" (Article 2.1 of the Declaration).

It recommends that each State adopt the necessary legislative, administrative and other measures to ensure the effective guarantee of all these rights and freedoms (Article 2.2 of the Deelaration).

The African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) describes interference with the work of human rights defenders as an express violation of the African Charter on Human and Peoples' Rights. It calls on States Parties to the said Charter to recognize the role of human rights defenders in the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms and encourages States Parties to take the necessary steps to ensure the implementation of the UN Declaration on Human Rights Defenders, including the adoption of specific legislation on the protection of the rights of human rights defenders.

In particular, the ACHPR urges States Parties to take specific legislative measures to recognize the status of human rights defenders, to protect their rights, those of their collaborators, relatives and families, including women human rights defenders, and defenders working on issues related to the extractive industries, health and HIV/AIDS, reproductive health, promotion of peace and democracy, counter-terrorism and respect for human rights (1999 Grand Bay [Mauritius] Declaration and Resolutions 196(L)2011 and 376(LX)2017 on the situation of human rights defenders in Africa).

It is to give substance to all these recommendations that the present Private Members'Bill is tabled. It is subdivided into five (05) chapters.

After the General Provisions (Chapter one), which includes definitions of the terms "human rights", "fundamental freedoms", "public freedoms" and "human rights defenders",

Chapter II defines the role of human rights defenders.

Chapter III lays down the rights and duties of human rights defenders...

Chapter IV defines the responsibility of the State in the promotion and protection of human rights defenders, in the protection of their collaborators and family members as well as witnesses.

Approval by Parliament of this Private Members'Bill, which shall be in line with the national policy for the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms enshrined in the Constitution and other national legal instruments in force, as well as regional and international instruments ratified by Cameroon, will strengthen the legal arsenal in this area, especially by giving a visible and respected place to human rights defenders.

If this law is adopted, Cameroon will become the fourth African country to strengthen its legal framework protecting human rights defenders, after Côte d'Ivoire (June 2014), Burkina Faso (June 2017) and Mali (January 2018). Similar processes are underway in other countries such as the Democratic Republic of Congo, Central African Republic, Niger...

Such is the purport of this Private Member's bill, tabled before Parliament for consideration by Senator Pierre Flambeau NGAYAP.

Yaounde, November 2<sup>nd</sup>, 2021.

# PRIVATE MEMBERS' BILL TO LAY DOWN THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS IN CAMEROON THE SENAT

# CHAPTER ONE CHAPTER ONE CHAPTER ONE

LE

- Article 1. The purpose of this law is to define the legal framework for the exercise of the activities of human rights defenders in Cameroon. It defines the role and determines the rights and duties of human rights defenders, specifies the responsibilities of the State as guarantor of the respect of human rights and fundamental freedoms.
- Article 2. For the purposes of this law, the following definitions shall apply:
- (a) Fundamental freedoms or fundamental rights are understood to mean all the rights and freedoms of an essential nature for the individual, guaranteed in a State governed by the rule of law and a democracy. They consist of human rights and public freedoms.
- b) Human rights are natural, universal, inalienable rights of all human beings without distinction of any kind, such as race, sex, nationality, ethnic origin, language, religion or any other status.
- (c) Public freedoms shall mean all individual and collective rights and freedoms guaranteed by the State.
- (d) Human rights defender means
- any person who, individually or in association with others, works in a peaceful manner for the promotion or protection of human rights and fundamental freedoms;
- any person who, individually or in association with others, works on the realization of human rights and fundamental freedoms by reason of his or her status, profession or condition;
- any body or institution which, within the framework of its tasks, works for the promotion, protection or realization of human rights and fundamental freedoms.
- Article 3 The provisions of this law shall apply, without distinction, to any human rights defender in the national territory.
- Article 4 Everyone has the right, individually and in association with others, to promote and defend human rights and fundamental freedoms.
- Article 5 In the exercise of human rights and fundamental freedoms, everyone, acting individually and in association with others, shall be subject only to such

limitations as are determined in accordance with existing international obligations and established by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting the just requirements of morality, public order and the general welfare in a democratic society.

Article 6 - No one shall participate in the violation of human rights and fundamental freedoms by acting or refraining from acting when the circumstances so require, and no one shall be punished or harassed for refusing to infringe such rights and freedoms.

Article 7: Anyone who, by virtue of his or her profession or occupation, is likely to infringe upon the human dignity, human rights and fundamental freedoms of others shall respect those rights and freedoms and comply with the relevant national and international standards of conduct and professional ethics.

# CHAPTER II THE ROLE OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Article 8. - The role of human rights defenders is to:

- a) Promote, defend and protect one or more rights recognized or guaranteed by the Constitution, the Universal Declaration of Human Rights, the Charter of the United Nations, the African Charter on Human and Peoples' Rights and all duly approved or ratified international human rights conventions;
- b) Act at local, national, regional or international level for the effectiveness of human rights and fundamental freedoms;
- c) Investigate violations of human rights and fundamental freedoms;
- (d) Collect and disseminate information on violations of human rights and fundamental freedoms
- (e) Denounce cases of violations of human rights and fundamental freedoms and to demand the prosecution of the perpetrators;
- (f) Assist and guide victims of violations of human rights and fundamental freedoms;
- (g) Bring to the attention of State bodies and institutions and agencies concerned with public affairs any aspect of their work which impedes, obstructs or is likely to impede the promotion, protection and realization of human rights and fundamental freedoms;
- (h) Submit to State bodies and institutions and to bodies concerned with public affairs proposals for the improvement of their functioning with a view to better promotion, protection and realization of human rights and fundamental freedoms;

- (i) Act to defend the principle of State responsibility by encouraging the State to intensify its efforts to fulfil its international obligations in the field of human rights and fundamental freedoms
- (j) Contribute to the implementation of legal instruments relating to human rights and fundamental freedoms
- (k) Promote public awareness of issues relating to all human rights and fundamental freedoms, in particular through education, training and research in these fields, with a view to strengthening understanding, tolerance, peace and friendly relations among nations as well as racial, ethnic or religious groups, taking into account the diversity of communities in society.

#### CHAPTER III

### RIGHTS AND DUTIES OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS HUMAN RIGHTS

### SECTION I. - RIGHTS OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

### PARAGRAPH 1 - GENERAL PROVISIONS

Article 9 - Human rights defenders shall freely exercise their activities for the promotion, defense and protection of human rights and fundamental freedoms throughout the national territory, in compliance with the laws and regulations in force.

### PARAGRAPH 2 - FREEDOM OF ASSOCIATION, ASSEMBLY AND PEACEFUL DEMONSTRATION

Article 10 - Human rights defenders have the right to form, join and participate in associations or non-governmental organizations (NGOs) working in the field of human rights and fundamental freedoms.

Article 11: Human rights defenders have the right to assemble and demonstrate peacefully.

Article 12: Human rights defenders have the right to organize and participate in peaceful activities to combat violations of human rights and fundamental freedoms.

### PARAGRAPH 3 - FREEDOM OF EXPRESSION, INFORMATION AND COMMUNICATION

Article 13 - Human rights defenders have the right to publish, communicate to others or disseminate freely ideas, information and knowledge about human rights and fundamental freedoms in accordance with national laws and applicable international human rights and other international legal instruments.

Article 14: Human rights defenders have the right to hold, seek, obtain, receive and retain information on human rights and fundamental freedoms, including information on alleged violations or abuses of human rights, including access to information on the manner in which these rights and freedoms are implemented in the national legislative, judicial or administrative system.

Article 15 - Human rights defenders have the right to communicate with governmental, non-governmental and intergovernmental persons, associations or organizations pursuing the same aims.

Article 16 - Human rights defenders have the right to have unrestricted access to international bodies competent in a general or special manner to receive and consider communications concerning human rights and fundamental freedoms and to communicate freely with such bodies, in accordance with applicable international legal instruments and procedures.

Article 17 - Human rights defenders have the right to study, discuss, assess and evaluate the observance, in law and in practice, of human rights and fundamental freedoms and, by these and other appropriate means, to draw public attention to the matter.

Article 18 - Human rights defenders have the right to attend public hearings, proceedings and trials in order to form an opinion on their compliance with national law and applicable international obligations and commitments.

Article 19 - Human rights defenders have the right to complain about the policies and actions of State officials and bodies that have allegedly violated human rights and fundamental freedoms, by means of petitions or other means in accordance with the laws in force, to the competent national judicial, administrative or legislative authorities.

Article 20 - Human rights defenders have the right to develop, discuss and promote the recognition of new principles and ideas in the field of human rights.

Article 21 - Human rights defenders shall not be sought, arrested, detained, prosecuted or tried for opinions expressed and reports published in the course of their activities for the promotion, defense and protection of human rights and fundamental freedoms.

### PARAGRAPH 4 - THE RIGHT TO PROTECTION

Article 22 - Human rights defenders have the right to be effectively protected by national legislation when reacting by peaceful means against activities and acts, including those resulting from omissions, attributable to the State and resulting in violations of human rights and fundamental freedoms, as well as against acts of violence perpetrated by groups or individuals, which impede the exercise of human rights and fundamental freedoms.

Article 23 - Human rights defenders have the right, in the exercise of human rights and fundamental freedoms, including the right to promote and protect

these rights and freedoms, to an effective remedy and to protection in case of violation of these rights.

Article 24 - Women human rights defenders shall enjoy protection against all kinds of threats and violence or any form of discrimination related to their status as women human rights defenders, in accordance with national, regional and international legal instruments for the protection of women.

Article 25 - A disabled human rights defender shall enjoy special protection appropriate to her/his situation.

### PARAGRAPH 5 - THE RIGHT TO FAIR JUSTICE

Article 26. - Human rights defenders shall have the right, in the event that their rights or freedoms have been violated, to lodge complaints in person or through a representative authorized by law, and to have their complaints promptly examined in open court by a judicial authority or any other authority established by law that is independent, impartial and competent, and that has the power to hear the case, impartial and competent authority established by law, and to obtain from that authority a decision, in accordance with the law, providing redress, including compensation, where their rights or freedoms have been violated, as well as the enforcement of any decision or judgment, all without undue delay.

Article 27 - In the event of legal proceedings involving a human rights defender in the context of his or her mission to promote, protect or defend human rights, the human rights defender has the right to be assisted by a lawyer from the preliminary investigation onwards and in accordance with the Code of Criminal Procedure.

## PARAGRAPH 6 - THE RIGHT TO OFFER AND PROVIDE LEGAL ASSISTANCE

Article 28 - Human rights defenders have the right to offer and provide qualified professional legal assistance or any other advice and support relevant to the defense of human rights and fundamental freedoms.

### PARAGRAPH 7 - THE RIGHT TO RAISE PUBLIC AWARENESS

Article 29 - Human rights defenders have the right to raise public awareness of issues relating to all human rights and fundamental freedoms, in particular through education, training and research in these areas.

Article 30 - Human rights defenders have the right to report to state bodies and institutions, as well as to bodies concerned with public affairs, any aspect of their work that hinders, impedes, risks hindering or prevents the promotion, protection and realization of human rights and fundamental freedoms.

Article 31 - Human rights defenders have the right to make proposals to the Government and Parliament to improve the legal framework or practical conditions for the promotion, protection or effectiveness of human rights and fundamental freedoms.

Article 32 - Human rights defenders have the right to submit to State bodies and institutions as well as to organizations dealing with public affairs, proposals for the improvement of their functioning with a view to better promotion, protection and realization of human rights and fundamental freedoms.

Article 33 - Human rights defenders have the right to make proposals to the Government for measures to be taken against infringements and violations of human rights and fundamental freedoms.

### PARAGRAPH 9 - INVIOLABILITY OF HOMES AND OFFICES

Article 34 - The homes of human rights defenders are inviolable. No search may be carried out except by virtue of the law.

Article 35 - The offices of human rights defenders are inviolable. Except in cases of flagrante delicto, no search or arrest may be carried out without the express authorization of the public prosecutor and after informing the minister responsible for human rights.

### PARAGRAPH 10 - THE RIGHT TO FUNDING

Article 36 - Human rights defenders have the right to solicit, receive and use financial resources and material or technical support of legal origin from any natural or legal person, national or foreign, for the express purpose of carrying out their activities to promote, defend and protect human rights and fundamental freedoms.

### SECTION 2 - DUTIES OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Article 37 - In the exercise of their activities for the promotion, defense and protection of human rights, human rights defenders have the duty to respect the Constitution, Cameroon's international commitments and the laws and regulations in force.

Article 38 - Human rights defenders shall carry out their activities for the promotion, defense and protection of human rights with respect for the rights of others and the public interest.

Article 39 - Human rights defenders have the duty to contribute to the safeguarding of democracy, national independence and territorial integrity, and to the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms.

Article 40 - Human rights defenders shall establish and respect transparency and impartiality in the exercise of their activities for the promotion, defense and protection of human rights.

Article 41 - Human rights defenders shall:

- uphold the principle of the universality of human rights as defined by the Universal Declaration of Human Rights;
- avoid all forms of discrimination in the promotion, defense and protection of human rights and fundamental freedoms;
- Refrain from participating in, or condoning, violations of human rights and fundamental freedoms;
- Conduct peaceful actions in accordance with the laws and regulations governing public meetings and demonstrations;
- Ensure the credibility of the information before undertaking to disseminate it and to take action to defend human rights and fundamental freedoms;
- Ensure that the information they disseminate is not defamatory and that it is disseminated in accordance with the laws and regulations in force;
- assume responsibility for the dissemination of allegations of infringements or violations of human rights or fundamental freedoms that they undertake;

Article 42 - Human rights associations and organizations must submit an annual report on their activities to the minister in charge of human rights. They may then make this report public.

### **CHAPTER IV**

# THE RESPONSIBILITY OF THE STATE IN THE PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

### SECTION I - GENERAL RESPONSIBILITY OF THE STATE

Article 43 - The state has the responsibility to protect and promote human rights and fundamental freedoms, including those of human rights defenders, and to ensure their effectiveness.

Article 44 - The State shall adopt all necessary legislative and regulatory measures to ensure the effective realization of human rights and fundamental freedoms, including those of human rights defenders.

- Article 45 (1) The State shall take appropriate legislative, judicial, administrative or other measures to increase the awareness of all persons under its jurisdiction of their civil, political, economic, social and cultural rights.
- (2) These measures shall include, inter alia:
- (a) the publication and wide availability of national laws and regulations and basic international human rights instruments;
- (b) full and equal access to international documents in the field of human rights, including periodic reports submitted by the State to the bodies established under international human rights instruments to which it is a party, as well as the summary records of the examination of the reports and the official reports of these bodies.
- Article 46 The State shall take the necessary measures to promote and facilitate the teaching of human rights and fundamental freedoms at all levels of education and to ensure that all those responsible for the training of lawyers, law enforcement officials, armed forces and security personnel and civil servants include in their training programs appropriate elements of teaching of human rights and fundamental freedoms.
- Article 47 Where there is reason to believe that a violation of human rights and fundamental freedoms has occurred on national territory, the State shall conduct a prompt and impartial investigation or ensure that an investigation procedure is initiated.
- Article 48 The State is responsible for facilitating the activities of human rights defenders, in particular by:
- Access to places of detention and deprivation of liberty in accordance with the laws and regulations in force
- Access to detainees in places of detention and deprivation of liberty under the same conditions;
- Access to information and documents necessary for the exercise of their activities, at their request and within a reasonable time;
- Informing the public of any case of infringement or violation of human rights or fundamental freedoms;
- The development and implementation of policies and measures to promote, support and strengthen their capacity to promote, defend and protect human rights and fundamental freedoms.

### SECTION II - PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Article 49 - The state has the responsibility to promote, publicly recognize and publicize the role of human rights defenders.

- Article 50 The State shall take all necessary measures to ensure that the competent authorities protect all human rights defenders from any violence, threats, reprisals, de facto or de jure discrimination, pressure or any other arbitrary action in the legitimate exercise of human rights and fundamental freedoms.
- Article 51 The State shall ensure the protection of human rights defenders against arbitrary arrest and detention, enforced disappearance, death threats, harassment, defamation, sequestration, acts of torture, cruel, inhuman or degrading treatment, extrajudicial or summary executions.
- Article 52 The State shall ensure the protection of human rights defenders against arbitrary restrictions on freedom of expression, association, movement, assembly and peaceful demonstration.
- Article 53 The state shall guarantee the protection of human rights defenders against arbitrary searches and intrusions into their homes and offices.
- Article 54 The state shall ensure that all violations of human rights and fundamental freedoms committed against a human rights defender are punished in accordance with the laws in force.
- Article 55 When, in the exercise of their duties or in the course of their work, agents of the State or its agencies commit violations of human rights and fundamental freedoms against a human rights defender because of his or her activities in defense or denunciation of human rights violations, the State shall ensure that the resulting damage is compensated. In this case, the State may take recourse action against the agents at fault.
- Article 56 The State shall ensure the protection of all human rights defenders on its territory, regardless of their nationality. In this respect, it shall refrain from extraditing a human rights defender to a country where he or she risks persecution or being subjected to torture or cruel, inhuman or degrading treatment.
- Article 57 The turning back or expulsion from the national territory of a human rights defender is prohibited, except in the case of a threat to internal security.
- Article 58 The State guarantees the confidentiality of the sources of information of human rights defenders.
- Article 59 The State shall ensure that women human rights defenders are protected against any kind of threat and violence or any form of discrimination related to their status as women human rights defenders, in accordance with national, regional and international legal instruments on the protection of women.
- Article 60 The State shall provide disabled human rights defenders with special protection appropriate to their situation.

# SECTION III - PROTECTION OF WITNESSES, FAMILY MEMBERS AND COLLABORATORS OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

Article 61- The State guarantees the protection of witnesses, family members and collaborators of human rights defenders.

Article 62 - No one may be subjected to infringement of their rights, disciplinary sanctions or dismissal for having testified to acts of violence, arbitrary arrests and detentions, forced disappearances, death threats, harassment, defamation, sequestration, de facto or de jure discrimination, acts of torture, cruel, inhuman or degrading treatment, or extrajudicial or summary executions.

Article 63 - In order to protect the identity and privacy of witnesses, family members and collaborators of human rights defenders, the trial courts may order that the proceedings be held in camera.

### CHAPTER V

#### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 64 - Human rights defenders shall carry out their activities in accordance with the laws and regulations in force. As such, they are liable to civil and criminal liability in the event of an offence being committed.

Article 65 - This law shall be registered, published in accordance with the urgent procedure, and then inserted in the Official Journal in French and English.